

les IR Républicains Val-de-Marne Autrement

Quand consultation rime avec inaction

Pour sortir de la crise des Gilets Jaunes, le gouvernement avait proposé aux Français une grande consultation. C'est ainsi qu'est né le Grand débat national. Après des heures de débat très médiatisées et 12 millions d'euros dépensés le Premier Ministre retenait 4 priorités ou plutôt « quatre exigences » mises en avant par Les Français : baisse des impôts, proximité des services publics, réforme des institutions et lutte contre le changement climatique. Plusieurs mois après ces annonces, où en sommes-nous ?

La crise des gilets jaunes a mis en lumière l'exaspération fiscale des Français. Pour répondre à cela, le Président de la République a annoncé plusieurs mesures : hausse de la prime d'activité ou encore défiscalisation des heures supplémentaires d'abord puis baisse de la première tranche d'imposition ensuite. **Ce soutien au pouvoir d'achat et à la consommation est le bienvenu.**

Cependant, ces baisses d'impôts devaient s'accompagner de baisses des dépenses publiques. Et c'est là que le bât blesse. Les économies annoncées à hauteur d'un milliard et demi seront finalement d'à peine 500 millions d'euros.

Le gouvernement a donc fait le choix de recourir de nouveau à l'emprunt pour boucler le budget 2020 et d'accroître la dette du pays, qui frôle déjà les 100% du PIB. La majorité met en avant les taux d'intérêt négatifs qui rendraient le recours à l'emprunt indolore. Mais cette fuite en avant n'est pas tenable. Aujourd'hui les taux d'intérêt sont bas. Ce qui nous donne une bouffée d'oxygène, mais demain ? Toute inversion de la situation nous placerait dans une situation extrêmement périlleuse.

S'agissant des services publics, là encore, le compte n'y est pas. Partout en France, dans les zones rurales mais également dans nos communes de banlieue, les

Français voient les services publics disparaître.

La Val-de-Marne n'échappe pas à la règle et la crise des gilets jaunes n'a pas inversé la situation : fermetures de bureaux de poste, projets de mutualisation des commissariats, réorganisation des services des impôts, disparition de distributeurs automatiques de billets...

Les fermetures ou menaces de fermetures de services publics de proximité sont souvent décidées sans concertation et à chaque fois qu'une décision pareille intervient, l'Etat nous oppose le fameux principe d'efficacité, il faut rationaliser pour améliorer le service rendu. Mais en définitive, la réalité qui se cache derrière c'est bien une logique de réduction de moyens et d'économies budgétaires, au détriment bien souvent de nos concitoyens.

Sur la question écologique, le gouvernement multiplie les discours forts pour montrer qu'il prend la protection de l'environnement au sérieux et qu'il agit. C'est d'autant plus important que selon un sondage Ipsos-Sopra Steria publié le 16 septembre, la protection de l'environnement est la première préoccupation de 52 % des Français, devant le pouvoir d'achat.

Mais lorsqu'il s'agit de passer de la parole à l'action, le Gouvernement tergiverse.

L'arrêt du service Auto-train qui permet le transport de voitures par le rail et l'arrêt du train des primeurs entre Perpignan et Rungis qui convoie plus de 400 000 tonnes de fruits et légumes par an sont des non-sens écologiques.

Actuellement cette ligne est suspendue, sa suppression définitive conduirait à la circulation de **25 000 camions supplémentaires par an sur nos routes.** Comme pour tous les autres sujets, le gouvernement consulte, réunit des experts... pour quel résultat ?

Cette rentrée apporte évidemment son lot de nouvelles consultations. **La réforme des retraites, notamment, doit faire l'objet d'une nouvelle concertation, alors même que Jean-Paul Delevoye qui vient d'entrer au gouvernement a rendu en juillet ses préconisations, elles-mêmes issues de plusieurs mois de... concertation !**

Comme disait le Cardinal de Retz, « on ne sort de l'ambiguïté qu'à son détriment ». Bien conscient de ce fameux adage et face aux échéances électorales qui se profilent, E. Macron décide donc de ne rien décider ! ■

Les élus du groupe Les Républicains Val-de-Marne Autrement

Écrivez-nous sur : groupe-lesrepublicains-valdemarne-autrement@valdemarne.fr

Réseaux sociaux : Likez et faites liker notre page www.facebook.com/94autrement